



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

QUESTIONS GÉNÉRALES

Décembre 2024

Ce document sur la République Islamique de Mauritanie a été préparé par une équipe des services du Fonds monétaire international comme document de référence pour les consultations périodiques avec le pays membre. Il repose sur les informations disponibles au moment où il a été achevé, le 4 décembre 2024.

Le présent document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site Web : <http://www.imf.org>

Fonds monétaire international
Washington, D.C.



RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Questions générales

27 novembre 2024

Approuvé par
Département
Moyen-Orient et Asie
centrale

Préparé par Onur Ozlu, Felix Fischer (tous deux du
département Moyen-Orient et Asie centrale) et Ahmed-
Amine El Azdi (Université Paris Dauphine)

TABLE DES MATIÈRES

ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT FINANCIER EN MAURITANIE	3
A. Introduction	3
B. La Mauritanie peine à encourager le développement financier et l'intermédiation financière	6
C. Principaux freins à l'intermédiation financière en Mauritanie	11
D. Conclusion	18
 ENCADRE	
1. Approche économétrique pour les recherches postérieures au document de la série des Questions générales	17
 GRAPHIQUES	
1. PIB et prêts bruts	4
2. Nombre de banques et nombre de déposants (2022)	4
3. Mauritanie et sélection de pays comparables : indice de développement financier	5
4. Mauritanie et sélection de pays comparables : indice des institutions financières et indice des marchés financiers	6
5. Mauritanie et sélection de pays comparables : indice des institutions financières et indice des marchés financiers (en 2021)	7
6. Mauritanie et sélection de pays comparables : écart efficience–accès et profondeur	10
7. Indicateurs de substitution de l'intermédiation financière	11

8. Crédit bancaire au secteur privé/PIB et part des actifs détenus par les trois plus grandes banques	13
9. Crédit bancaire au secteur privé/PIB et provisions bancaires	14
10. Crédit bancaire au secteur privé/PIB et ratio d'adéquation des fonds propres	15
11. Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens par banque (décembre 2023)	16
Bibliographie	19

ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT FINANCIER EN MAURITANIE¹

Le secteur financier mauritanien est fortement dominé par les établissements bancaires, tandis que les marchés financiers sont peu développés. Bien que les banques soient relativement nombreuses et que leur nombre augmente encore, l'intermédiation financière demeure faible. Ce document de la série des Questions générales analyse les grandes tendances du secteur financier mauritanien ; il constate que le secteur bancaire, bien que très rentable, ne parvient pas à développer les services financiers et l'accès à ces services, si bien qu'il contribue peu à la croissance économique et à l'inclusion. Ce document constate également que la prédominance de banques familiales, le manque de confiance, une gouvernance déficiente et des institutions insuffisantes sont les principaux facteurs à l'origine de ces résultats macroéconomiques et examine les politiques publiques permettant de corriger ces problèmes, d'améliorer le secteur financier et de stimuler l'inclusion.

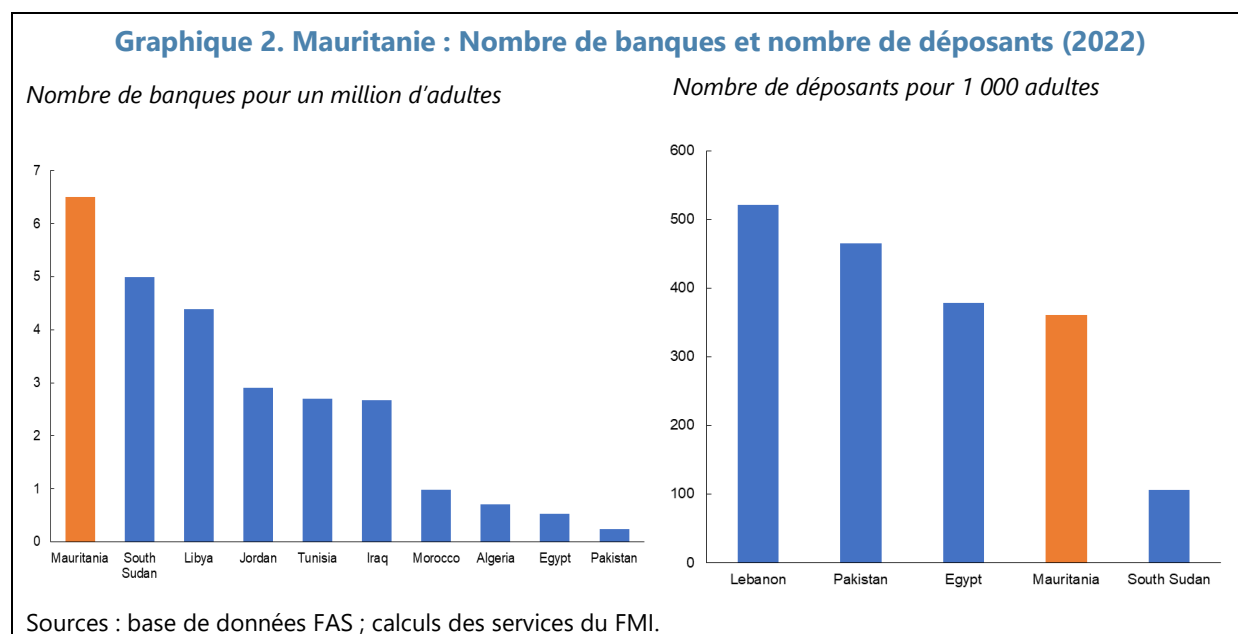
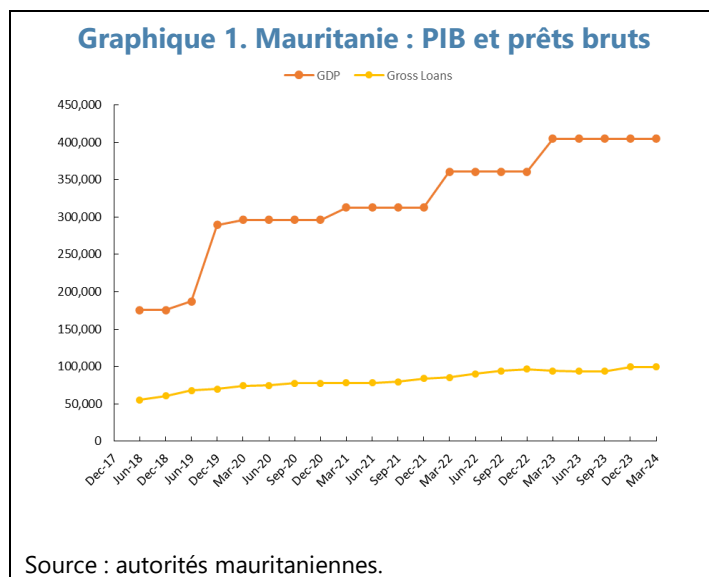
A. Introduction

- 1. Les performances du secteur financier mauritanien ne sont pas à la hauteur de la croissance économique globale du pays.** En effet, alors que le PIB enregistre une croissance régulière, les prêts bruts n'ont pas suivi (graphique 1). D'autre part, les banques sont relativement nombreuses, mais le nombre de déposants est faible (graphique 2). Ces indicateurs signalent une intermédiation financière médiocre, laissant à penser que le secteur bancaire peine à convertir la croissance économique en augmentation des crédits octroyés.
- 2. Le secteur financier mauritanien est largement dominé par ses établissements bancaires, qui sont la colonne vertébrale de l'infrastructure financière du pays.** À fin 2020, les 18 banques actives contrôlaient plus de 90 % de l'actif total du secteur financier². En août 2024, le pays ne comptait plus que 17 établissements, mais ceux-ci représentent encore une part significative du système financier et de l'économie plus largement, avec des actifs s'élevant à 45,2 % du PIB sur la même période.
- 3. L'efficacité de la supervision bancaire doit être renforcée afin de garantir un secteur bancaire sain, moteur de la croissance.** Les capacités en ressources humaines de la Banque centrale, l'exactitude des déclarations effectuées par les établissements bancaires et le cadre juridique pour une supervision efficace sont les principaux défis à relever. La mise en place d'un environnement juridique et réglementaire reflétant les meilleures pratiques internationales, la fiabilité des données prudentielles et l'efficacité du contrôle bancaire demeurent des priorités vitales. Avec la mise en conformité de la loi sur la banque centrale et de la loi bancaire avec les

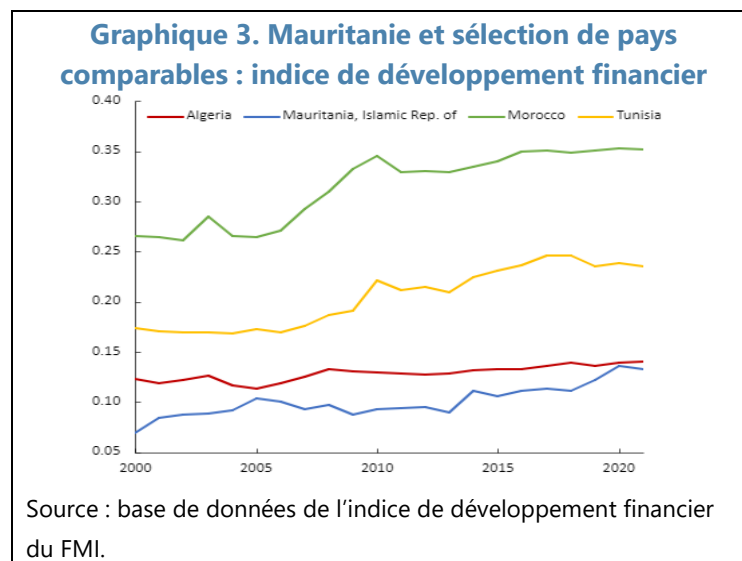
¹ Préparé par Onur Ozlu (département Moyen-Orient et Asie centrale) et Ahmed-Amine El Azdi (Université Paris Dauphine).

² Banque mondiale, « Diagnostic du secteur financier : République islamique de Mauritanie », juin 2022.

meilleures pratiques internationales, l'instauration en cours de nouvelles méthodes de contrôle et les actions de formation en place, la banque centrale est en bonne position pour exercer une surveillance plus robuste du secteur bancaire en mettant ces améliorations à profit.



4. Le développement financier de la Mauritanie est inférieur à celui des autres pays d'Afrique du Nord, ce qui révèle des difficultés au sein de son secteur financier. Son score à l'indice de développement financier³, bien qu'il progresse par rapport à un niveau initial relativement bas, est systématiquement inférieur à celui de ses pairs (graphique 3), ce qui signale des difficultés à améliorer son secteur financier. Comparativement au Maroc et à la Tunisie, le faible score de la Mauritanie à l'indice et ses ternes performances montrent qu'un grand bond en avant est possible dans le secteur financier. La comparaison souligne que d'autres pays de la région ont conduit des réformes pour accélérer le développement financier, ce qui indique que la Mauritanie pourrait bénéficier de l'adoption de stratégies comparables. Le faible score de la Mauritanie à l'indice signifie que l'intermédiation financière est limitée, ce qui constitue un obstacle crucial à l'optimisation de la croissance économique en vue d'une plus grande inclusivité et d'une plus grande stabilité sur le plan financier. Il est indispensable de conforter les cadres institutionnels et de renforcer la confiance du marché pour améliorer le développement financier et réaliser des progrès économiques durables.

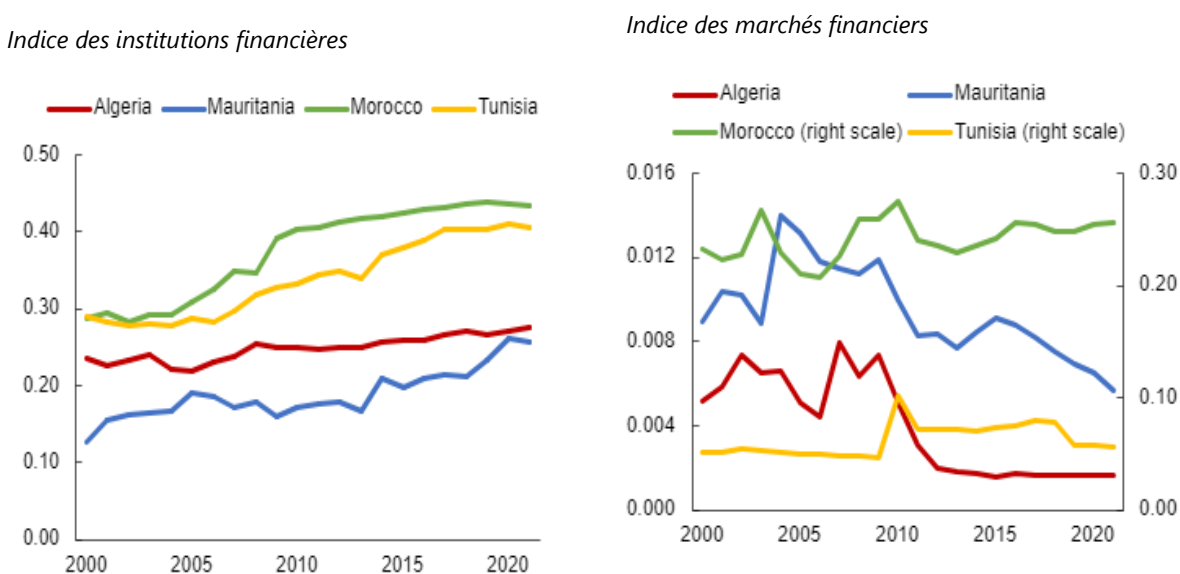


³ L'indice de développement financier (FD) est une mesure composite développée dans Svirydzhenka (2016), qui rend compte du développement global des systèmes financiers d'un pays. Il évalue la profondeur, l'accès et l'efficacité des institutions financières et des marchés financiers, et dresse ainsi un tableau complet du développement du secteur financier. Il comprend deux composantes : i) l'indice des institutions financières (FI), qui s'attache au développement des institutions financières telles que les banques, les compagnies d'assurance et les autres intermédiaires financiers et ii) l'indice des marchés financiers (FM), qui s'attache aux marchés financiers, à savoir les marchés d'actions et les marchés obligataires. L'indice des institutions financières évalue le développement et les performances des institutions financières d'un pays ; il comprend trois composantes : profondeur (FID), accès (FIA) et efficacité (FIE). La profondeur renvoie à l'intermédiation financière ; elle mesure l'étendue des services financiers fournis par les banques au moyen de mesures telles que les ratios crédit/PIB et actifs des fonds de pension/PIB. L'accès mesure l'inclusion financière, c'est-à-dire la mesure dans laquelle des services financiers sont proposés à la population, au moyen d'indicateurs tels que le nombre de succursales bancaires et de guichets bancaires par habitant. Enfin, l'efficacité évalue la rentabilité et les performances opérationnelles des établissements financiers au moyen d'indicateurs tels que le rendement des actifs, la marge d'intérêt nette et l'écart entre les taux débiteurs et créditeurs.

B. La Mauritanie peine à encourager le développement financier et l'intermédiation financière

5. Les institutions financières sont en progression, mais le sous-développement des marchés financiers freine le développement financier global. Le score de la Mauritanie à l'indice des institutions financières progresse modestement mais régulièrement (graphique 4). Cependant, malgré cette progression, le score demeure relativement faible, ce qui implique que les institutions financières disposent encore d'une considérable marge de croissance pour atteindre les normes régionales. Inversement, le score à l'indice des marchés financiers est faible entre 2000 et 2021. Bien que le niveau de cet indice soit faible pour l'ensemble de la région, le fort contraste entre les deux indices dans le cas de la Mauritanie indique que les marchés de capitaux, d'actions et d'obligations y sont sous-développés ou inexistant. L'absence de robuste infrastructure des marchés financiers nuit au développement financier global du pays. Cependant, les autorités ont pris des mesures depuis 2022 pour approfondir les marchés financiers et l'inclusion financière ; elles ont notamment : i) émis davantage d'obligations et construit une courbe des rendements, ii) développé le marché interbancaire des changes, iii) encouragé les services bancaires mobiles et iv) lancé et exécuté une stratégie nationale d'inclusion financière. Grâce à ces mesures, l'indice des marchés financiers et l'indice de développement financier global devraient s'améliorer après 2021.

Graphique 4. Mauritanie et sélection de pays comparables : indice des institutions financières et indice des marchés financiers

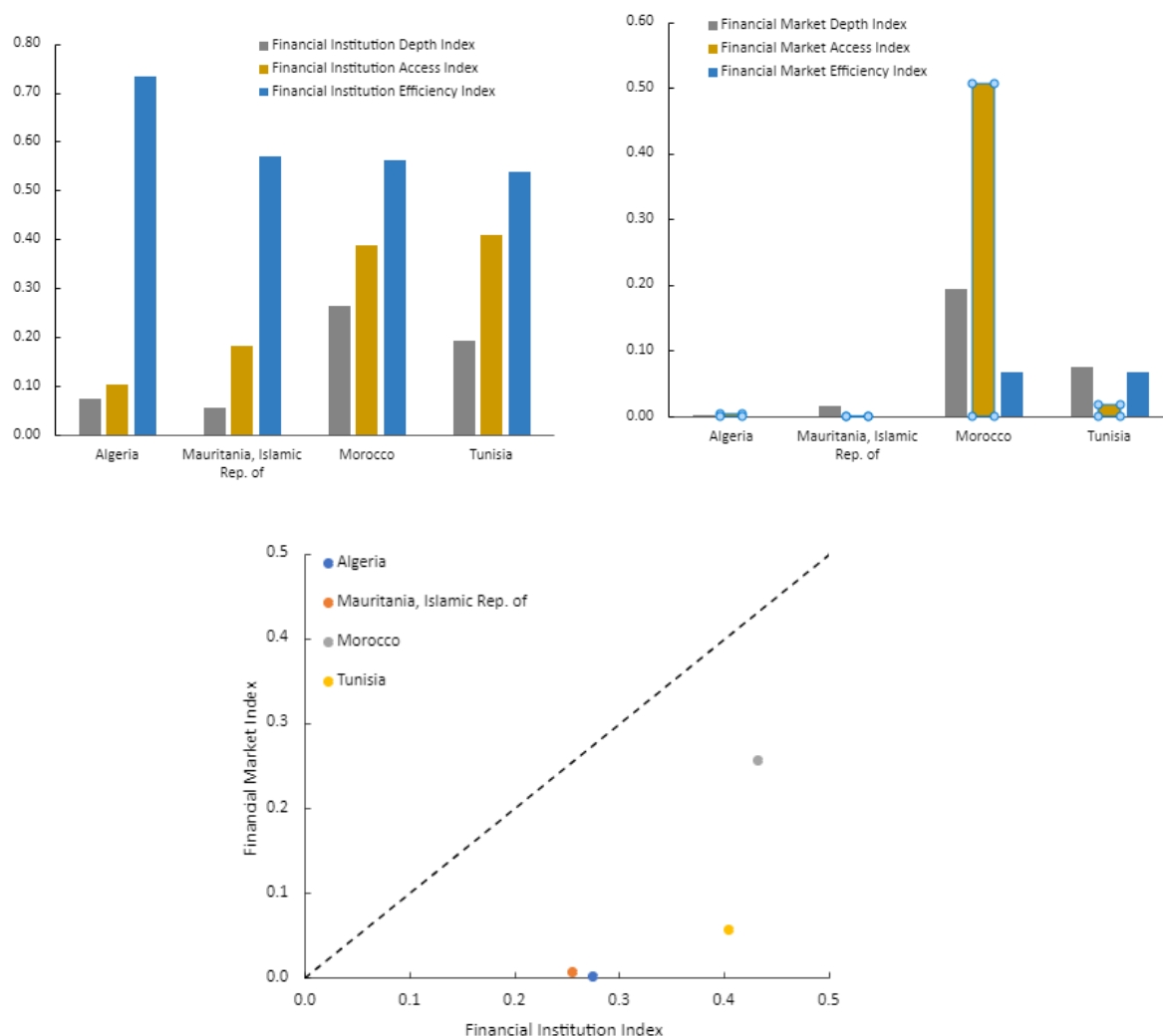


Source : base de données de l'indice de développement financier du FMI.

6. Le système financier mauritanien demeure dominé par les banques, dont le développement surpasse celui du marché, mais qui connaît des difficultés structurelles. La forte concentration des actifs financiers au sein des banques met en lumière leur rôle critique dans l'intermédiation financière et le développement économique en Mauritanie. Alors que le secteur financier compte également 31 institutions de microfinance, 13 compagnies d'assurance et diverses institutions financières publiques et d'aide sociale, leur influence combinée sur l'ensemble du secteur financier demeure relativement mineure comparativement au secteur bancaire. Les banques mauritaniennes sont les principaux fournisseurs de services financiers, de crédit et de capitaux aux particuliers et aux entreprises.

7. Le développement des institutions en Mauritanie surpasse celui du marché (graphiques 4 et 5). Cet écart concorde avec le fait que les systèmes fondés sur des relations, dans lesquels l'intermédiation financière est assurée principalement par les banques, tendent à dominer aux premiers stades du développement financier. De plus, la Mauritanie obtient un bon score à l'efficacité des institutions financières (graphique 5). Ce score reflète la forte rentabilité des banques mauritaniennes, mais il met aussi en évidence des facteurs structurels tels que la concentration du marché et le manque de concurrence. Les autres facteurs qui pourraient faire obstacle à l'expansion de l'intermédiation financière en Mauritanie sont les structures de gouvernance des banques, l'inefficacité du contrôle bancaire et du contrôle du respect des normes prudentielles et l'insuffisance d'éléments d'infrastructure financière tels que les registres de crédit et les centrales des risques. En raison du manque de confiance général et de l'absence d'institutions d'intermédiation financière clés pour compenser celui-ci, les puissants acteurs du secteur privé tendent à créer leur propre banque plutôt que de s'en remettre à des entités externes.

Graphique 5. Mauritanie et sélection de pays comparables : indice des institutions financières et indice des marchés financiers (en 2021)



Source : base de données de l'indice de développement financier du FMI.

8. Le faible niveau de l'inclusion financière en Mauritanie reflète le manque d'accès aux services bancaires essentiels. Le score de la Mauritanie à l'indice d'accès aux institutions financières, qui exprime le nombre de succursales bancaires et de guichets automatiques pour 100 000 adultes et sert d'indicateur de substitution de l'inclusion financière, est un des plus bas de la région (graphique 5). Cela souligne les difficultés que rencontrent de nombreux habitants à accéder aux services financiers traditionnels. Pourtant, des améliorations sont possibles. La récente expansion des services bancaires mobiles — au départ majoritairement dédiés aux paiements électroniques et aux comptes de dépôts — offre une piste prometteuse vers une meilleure inclusion financière. Le nombre de portefeuilles numériques en particulier a bondi d'environ 445 % entre 2022 et 2024, tandis que le nombre de comptes bancaires augmentait de 116 % sur la même période. Cet essor des services bancaires en ligne révèle une évolution vers des solutions financières plus

accessibles. En soutenant davantage les initiatives de banque mobile et en favorisant l'innovation dans le domaine des technologies financières, la Mauritanie pourrait nettement améliorer l'accès aux services financiers, en particulier pour les populations insuffisamment desservies, et contribuer ainsi à un système financier plus inclusif.

9. Les marchés de capitaux sous-développés de la Mauritanie restreignent les options de financement et font obstacle à l'établissement d'un système financier robuste. Alors que les marchés de capitaux peuvent offrir d'intéressantes solutions de financement aux administrations, aux ménages et aux entreprises, ils restent sous-développés en Mauritanie. Des marchés d'obligations d'État offrant différentes échéances et une liquidité suffisante sur l'ensemble de la courbe des rendements peuvent établir un taux de référence sans risque pour la tarification des actifs financiers plus risqués. En revanche, l'absence de taux de référence et d'activité sur le marché secondaire ralentit la croissance des marchés obligataires.

10. Nous construisons l'indicateur de l'écart efficacité-accès et profondeur (EADG) pour offrir une vue nuancée de l'équilibre entre la rentabilité bancaire et les efforts d'intermédiation et d'inclusion financières. Afin d'obtenir une vue plus nuancée de la relation entre les composantes de l'indice des institutions financières, nous avons élaboré une mesure appelée écart efficacité-accès et profondeur (*Efficiency-Access and Depth Gap*, EADG). Cet indicateur vise à rendre compte de la disparité entre la rentabilité des banques et le développement de l'intermédiation et de l'inclusion financières. Il est calculé par la formule suivante :

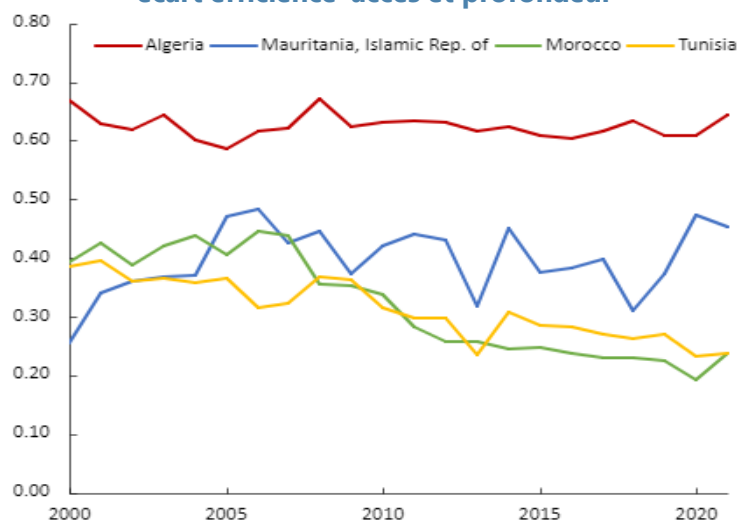
$$EADG = FIE - \frac{FIA + FID}{2}$$

Cette équation mesure la rentabilité des banques par rapport à leurs efforts pour promouvoir l'intermédiation et l'inclusion financières. Un EADG élevé indique que les banques enregistrent des bénéfices élevés par rapport à l'accès et à la profondeur qu'elles fournissent, ce qui suggère de possibles inefficiences ou déséquilibres dans le système financier. Inversement, un EADG faible indique que les banques enregistrent des bénéfices plus faibles par rapport à leurs efforts pour promouvoir l'intermédiation et l'inclusion financières. Cela laisse à penser que les banques pourraient privilégier l'expansion de l'accès et de la profondeur, potentiellement aux dépens d'une rentabilité plus forte. Ce scénario pourrait indiquer un système financier plus équilibré ou plus inclusif, dans lequel l'accent est mis sur l'accès des populations insuffisamment desservies ou sur l'approfondissement des services financiers plutôt que sur la maximisation des bénéfices.

11. Le niveau élevé et stable du score de la Mauritanie à l'indice EADG met en lumière un déséquilibre important entre la rentabilité bancaire et les efforts d'inclusion financière. Le score de la Mauritanie à l'EADG est remarquablement élevé et relativement stable, ce qui indique que les banques sont très rentables par rapport au niveau d'intermédiation et d'inclusion financières qu'elles fournissent (graphique 6). Cela suggère un déséquilibre persistant dans lequel la rentabilité des banques ne se traduit pas correctement en expansion des services financiers et de l'accès de la population à ces services. Certes, le score de l'Algérie est encore plus élevé, indiquant un problème plus marqué de rentabilité excessive des établissements bancaires par rapport à l'inclusion et à l'intermédiation financières, mais la situation de la Mauritanie est préoccupante. À l'inverse, le score

à l'EADG de pays comme le Maroc et la Tunisie diminue progressivement au fil du temps. Cette tendance indique que les banques de ces pays alignent progressivement leur rentabilité sur la fourniture de services et d'accès financiers, ce qui conduit à un développement financier plus équilibré et plus inclusif. Le score élevé et stable de la Mauritanie souligne la nécessité de politiques qui stimulent l'efficacité bancaire tout en garantissant que celle-ci est mise à profit pour accroître la profondeur et l'inclusion financières, et favoriser ainsi un secteur financier plus inclusif et plus équitable.

Graphique 6. Mauritanie et sélection de pays comparables : écart efficacité–accès et profondeur



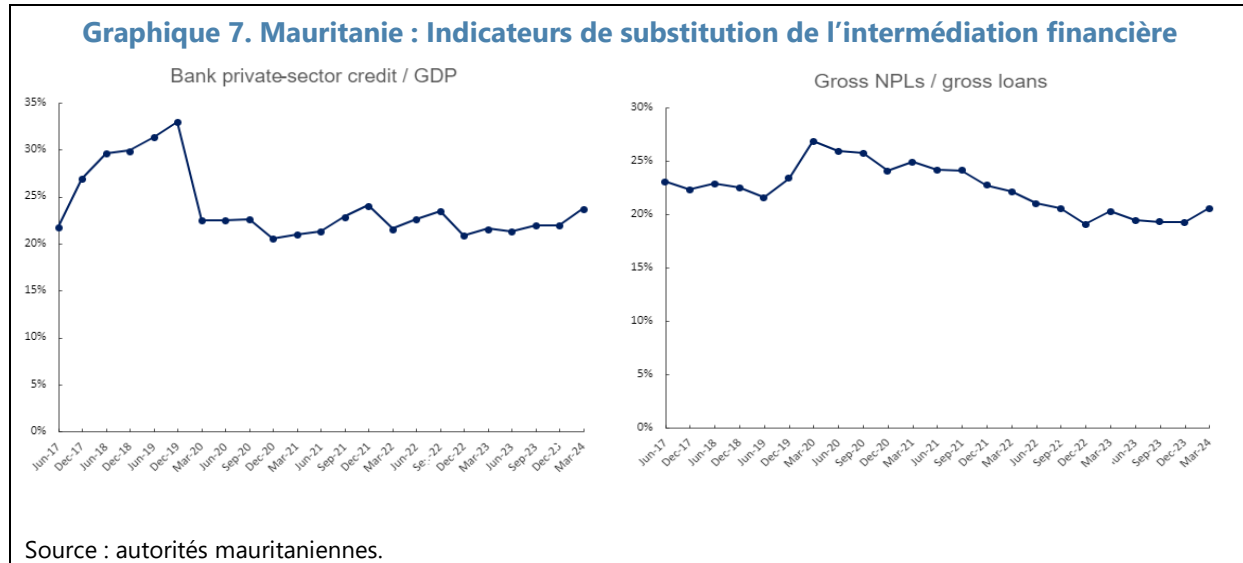
Sources : base de données de l'indice de développement financier du FMI ; calculs des services du FMI.

12. Le déséquilibre persistant qui ressort du score élevé de la Mauritanie à l'EADG révèle l'existence de problèmes structurels plus profonds dans le secteur financier, comme en témoignent les grands indicateurs financiers. Le déséquilibre persistant qui ressort du score élevé de la Mauritanie à l'EADG, puisque la rentabilité ne se traduit pas correctement par une expansion des services financiers et de l'accès à ces services, révèle la présence de problèmes structurels plus profonds au sein du secteur financier. Pour bien comprendre leur ampleur, il est indispensable d'examiner les autres grands indicateurs de l'efficacité de l'intermédiation financière dans le pays. Ces grands indicateurs montrent des difficultés à parvenir à une intermédiation efficace (graphique 7) :

- i. Le faible ratio crédit au secteur privé/PIB indique que l'accès du secteur privé au crédit est limité. Malgré un bond initial de 21,8 % en juin 2017 à 33 % en décembre 2019, le ratio a fortement baissé pour atteindre 22,5 % en mars 2020 et s'est maintenu autour de ce chiffre jusqu'en mars 2024, ce qui pourrait refléter d'importantes perturbations probablement causées par la pandémie de COVID-19. Un ratio crédit au secteur privé/PIB aussi faible montre

que les banques peinent à octroyer beaucoup de crédits, indispensables pour la croissance économique.

- ii. Le ratio prêts non performants bruts/prêts bruts révèle d'importants problèmes de remboursement des prêts. Bien que ce ratio ait diminué, de 26,9 % en mars 2020 à 20,6 % en mars 2024, il reste tout de même très élevé. Or, un ratio de prêts improductifs durablement élevé nuit à la stabilité et à la confiance dans le système financier. Il restreint aussi la capacité des banques à octroyer de nouveaux crédits, ce qui accentue l'inefficacité de l'intermédiation financière.



13. Le secteur financier mauritanien a de grandes difficultés à assurer une intermédiation efficace, comme le montre le faible niveau du ratio crédit au secteur privé/PIB et le niveau élevé du ratio de prêts non performants. Le faible ratio crédit au secteur privé/PIB et le ratio prêts non performants bruts/prêts bruts révèlent que le secteur financier mauritanien peine à assurer une intermédiation efficace et illustrent les faiblesses structurelles du secteur bancaire. Ces problèmes nuisent à la capacité du secteur à soutenir la croissance et le développement économiques par une allocation efficiente des ressources financières. Il est indispensable d'y remédier pour développer l'intermédiation financière et promouvoir un environnement économique plus robuste et plus inclusif en Mauritanie.

C. Principaux freins à l'intermédiation financière en Mauritanie

14. De multiples facteurs freinent l'intermédiation financière et le développement financier en Mauritanie, dont les principaux sont le manque de confiance, la gouvernance et les faiblesses structurelles. Plusieurs facteurs jouent un rôle déterminant dans l'intermédiation financière et le développement financier. Pour la Mauritanie, les principaux sont les suivants :

- **Manque de confiance :** Dans un contexte de manque de confiance généralisé dans l'économie et de manque d'institutions pour le compenser, les individus et les familles qui sont d'importants acteurs de l'économie préfèrent gérer leurs propres banques plutôt que de travailler avec des

banques universelles. Il en résulte un secteur bancaire inefficace, caractérisé par des banques familiales ou appartenant à des conglomérats avec des pratiques de prêts entre parties liées et des actifs concentrés. Cette structure nuit à l'efficacité de l'intermédiation financière et restreint la capacité du secteur bancaire à soutenir la croissance économique plus générale.

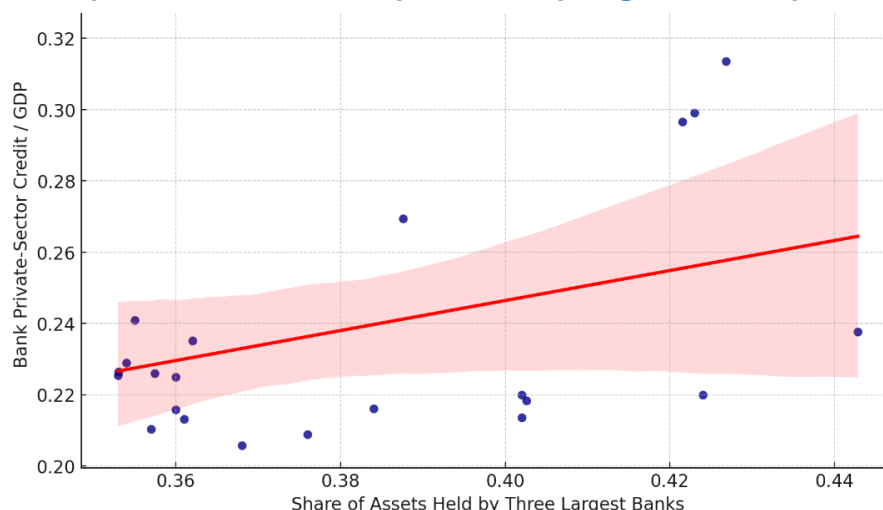
- **Gouvernance** : Une gouvernance déficiente, en particulier lorsqu'elle fait prévaloir les intérêts familiaux, peut conduire à orienter les prêts vers certains secteurs ou entreprises. Cette pratique a un effet d'éviction sur l'offre de crédit à l'ensemble de l'économie. Une gouvernance transparente et équitable au sein du secteur bancaire est indispensable pour améliorer l'intermédiation financière.
- **Facteurs structurels** : L'absence de contrôle bancaire efficace pour faire respecter les normes prudentielles et l'absence d'autres institutions disciplinaires telles que les centrales des risques et les registres du crédit, les droits des créanciers et de robustes systèmes d'information pour soutenir l'intermédiation financière sont des obstacles importants. Ces outils sont essentiels pour évaluer la solvabilité des emprunteurs et gérer le risque associé aux prêts et aux emprunts. Leur faiblesse, voire leur absence, fait que les banques ont des difficultés à octroyer des crédits avec confiance et à un large éventail de clients, en particulier en Mauritanie, où le manque de confiance prédomine.

15. Ensemble, ces trois facteurs engendrent un cycle qui nuit à l'efficacité de l'intermédiation financière en Mauritanie. Ils entraînent un manque de confiance dans les banques universelles et la prédominance de banques familiales ayant des pratiques de prêt aux parties liées. Ceux-ci limitent à leur tour les services financiers adaptés et concurrentiels et aboutissent à une intermédiation et une inclusion financières insuffisantes. La faiblesse ou l'absence d'institutions essentielles comme les centrales de risques et de robustes systèmes d'information accentue ces difficultés et étouffe la concurrence, car une poignée d'acteurs dominants contrôle une large part du marché et limite ainsi l'entrée et la croissance de nouveaux établissements, potentiellement capables d'assurer une intermédiation plus efficace.

16. Si ces facteurs limitent le développement financier, l'analyse des données montre que la résolution de quelques problèmes clés pourrait le stimuler.

- **Des banques moins nombreuses, mais plus grandes et potentiellement plus stables pourraient stimuler le développement financier.** Il existe une relation positive entre la part des actifs détenus par les trois plus grandes banques de Mauritanie et le ratio crédit au secteur privé/PIB (graphique 8). Cette relation positive indique que plus la concentration des actifs au sein des grandes banques s'accroît, plus le niveau du crédit au secteur privé augmente relativement au PIB. Des banques moins nombreuses, mais plus grandes et potentiellement plus stables ou plus universelles semblent donc associées à une meilleure intermédiation financière.

Graphique 8. Mauritanie : Crédit bancaire au secteur privé/PIB et part des actifs détenus par les trois plus grandes banques



Sources : autorités mauritaniennes ; calculs des services du FMI.

Note :

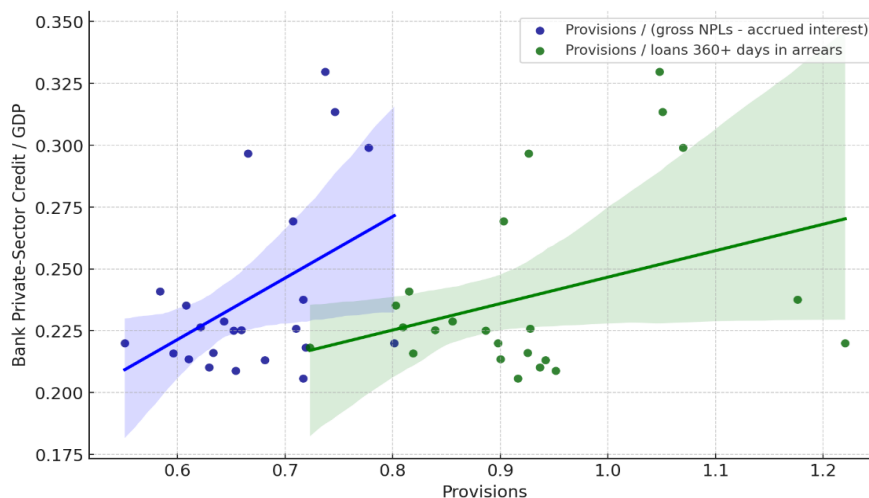
- Le graphique est un diagramme de dispersion de la relation entre la concentration des actifs des trois plus grandes banques et le crédit au secteur privé en pourcentage du PIB. Les points représentent les observations individuelles au sein de l'ensemble de données, la droite est l'ajustement de la régression linéaire calculé par l'équation $Y = \beta_0 + \beta_1 X + \epsilon$, et la zone colorée représente l'intervalle de confiance, construit en utilisant les écarts-types pour quantifier l'incertitude autour de la droite de régression à un niveau de confiance de 95 %.
- L'intervalle de confiance autour de la droite de régression est calculé par l'équation $CI = \hat{Y} \pm Z_{\alpha/2} \times SE(\hat{Y})$ où \hat{Y} est la valeur prédite, $Z_{\alpha/2}$ est la valeur critique tirée de la distribution normale standard pour le niveau de confiance (soit 1,96 pour 95 %) et $SE(\hat{Y})$ est l'écart-type de la prédiction.

- **Un niveau plus élevé de provisions pour créances douteuses dans le secteur bancaire est corrélé avec une élévation du ratio crédit au secteur privé/PIB.** Cela indique que de meilleures pratiques de gestion des risques permettent aux banques d'octroyer davantage de crédits avec confiance (graphique 9)⁴ car des provisions plus élevées reflètent une approche proactive de la gestion du risque de crédit qui permet aux banques d'absorber les pertes potentielles des prêts non performants. Il en résulte un environnement financier plus stable et

⁴ La relation entre le ratio crédit au secteur privé/PIB et les provisions, avec deux mesures distinctes des provisions, est à noter : provisions/prêts non performants bruts hors intérêts courus et provisions/prêts présentant un arriéré de plus de 360 jours. Les deux tendances présentent une corrélation positive, qui suggère que lorsque les banques augmentent leurs provisions pour créances douteuses, le niveau du crédit au secteur privé en proportion du PIB tend à augmenter lui aussi.

plus digne de confiance, qui encourage les banques à octroyer davantage de crédit au secteur privé.

Graphique 9. Mauritanie : Crédit bancaire au secteur privé/PIB et provisions bancaires



Sources : autorités mauritaniennes ; calculs des services du FMI.

Note :

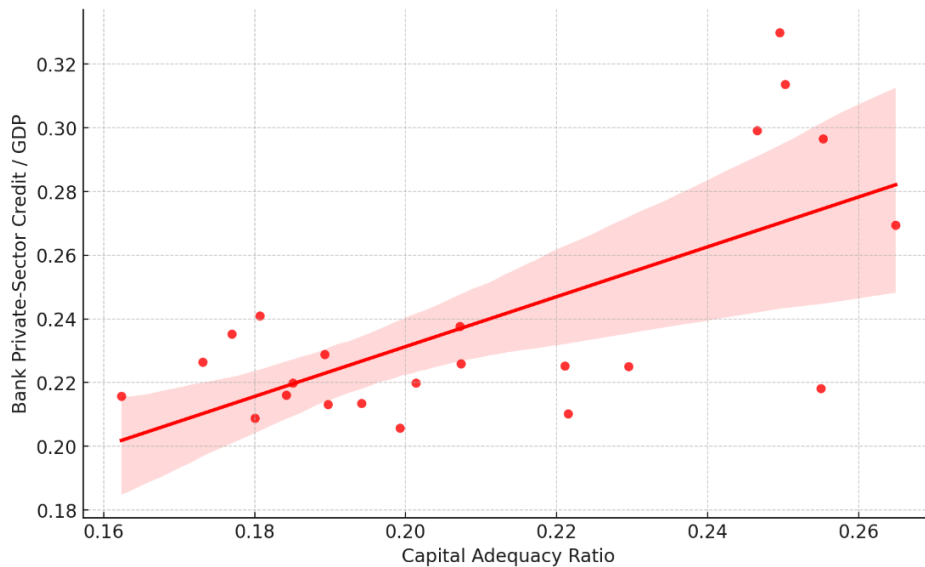
- Le graphique présente un diagramme de dispersion dans lequel les points représentent les observations individuelles au sein de l'ensemble de données, les droites les ajustements de la régression linéaire et les zones colorées les intervalles de confiance, construits en utilisant les erreurs-types pour quantifier l'incertitude autour de la droite de régression à un niveau de confiance de 95 %.
- Les points représentent les observations individuelles au sein de l'ensemble de données, la droite est l'ajustement de la régression linéaire calculé par l'équation $Y = \beta_0 + \beta_1 X + \epsilon$, et la zone colorée représente l'intervalle de confiance, construit en utilisant les écarts-types pour quantifier l'incertitude autour de la droite de régression à un niveau de confiance de 95 %. Cet intervalle de confiance autour de la droite de régression est calculé par l'équation $CI = \hat{Y} \pm Z_{\alpha/2} \times SE(\hat{Y})$ où \hat{Y} est la valeur prédite, $Z_{\alpha/2}$ est la valeur critique tirée de la distribution normale standard pour le niveau de confiance (soit 1,96 pour 95 %), et $SE(\hat{Y})$ est l'écart-type de la prédiction.

- **Des banques bien capitalisées sont essentielles pour une intermédiation financière efficace.** En Mauritanie, il existe une corrélation positive entre le ratio d'adéquation des fonds propres⁵ et le ratio crédit au secteur privé/PIB (graphique 10) Cette tendance souligne l'importance de banques résilientes et bien capitalisées pour une intermédiation financière

⁵ Le ratio d'adéquation des fonds propres (*Capital Adequacy Ratio*, CAR) est un indicateur vital de la solidité financière d'une banque et de sa capacité à supporter des pertes. Le CAR est une mesure déterminante de la solidité et de la stabilité financières d'une banque, qui reflète sa capacité à absorber des pertes et à continuer à fonctionner efficacement. Plus la valeur du CAR est élevée, plus le volant de fonds propres de la banque par rapport à ses actifs pondérés en fonction des risques est élevé, ce qui accroît sa résilience aux chocs financiers. Cette résilience est essentielle pour préserver la confiance des déposants et garantir que la banque peut octroyer du crédit même dans des conditions économiques défavorables.

efficace. Des banques plus solides sont plus aptes à orienter l'épargne vers des investissements productifs, à soutenir les activités économiques et à favoriser la croissance économique globale.

Graphique 10. Mauritanie : Crédit bancaire au secteur privé/PIB et ratio d'adéquation des fonds propres



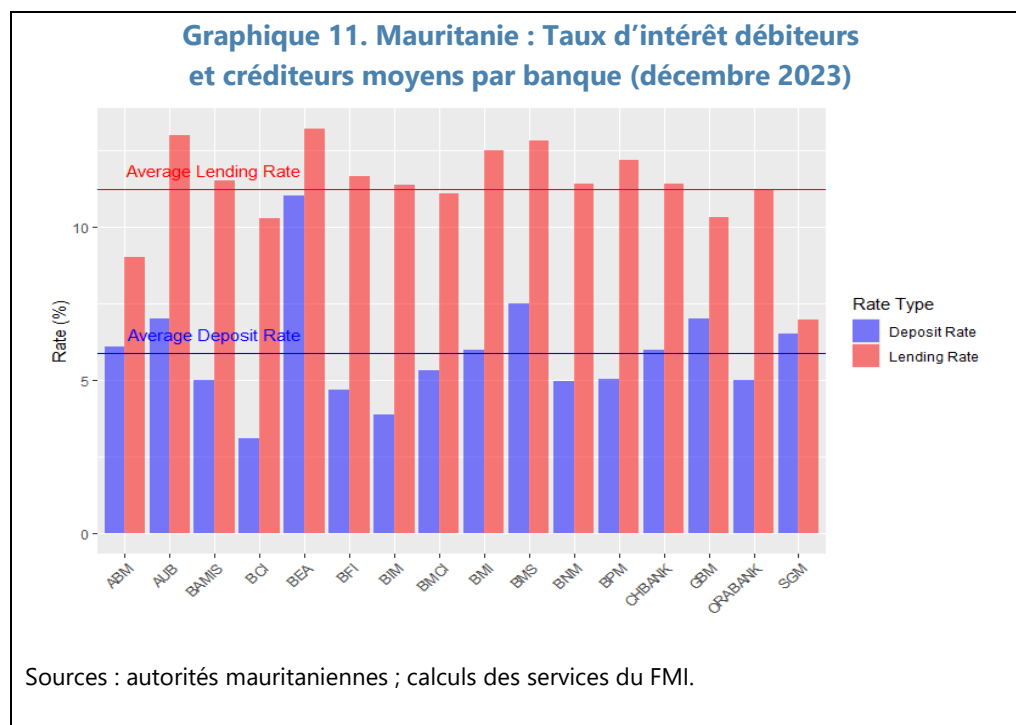
Sources : autorités mauritaniennes ; calculs des services du FMI.

Note :

- Le graphique est un diagramme de dispersion dans lequel les points représentent les observations individuelles au sein de l'ensemble de données, la droite est l'ajustement de la régression linéaire, et la zone colorée représente l'intervalle de confiance, construit en utilisant les erreurs-types pour quantifier l'incertitude autour de la droite de régression à un niveau de confiance de 95 %.
- Les points représentent les observations individuelles au sein de l'ensemble de données, la droite est l'ajustement de la régression linéaire calculé par l'équation $Y = \beta_0 + \beta_1 X + \epsilon$, et la zone colorée représente l'intervalle de confiance, construit en utilisant les écarts-types pour quantifier l'incertitude autour de la droite de régression à un niveau de confiance de 95 %. Cet intervalle de confiance autour de la droite de régression est calculé par l'équation $CI = \hat{Y} \pm Z_{\alpha/2} \times SE(\hat{Y})$ où \hat{Y} est la valeur prédite, $Z_{\alpha/2}$ est la valeur critique tirée de la distribution normale standard pour le niveau de confiance (soit 1,96 pour 95 %), et $SE(\hat{Y})$ est l'écart-type de la prédiction.

- **Les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs étant très variables d'une banque à l'autre, une analyse détaillée au niveau des banques est nécessaire pour améliorer l'intermédiation financière en Mauritanie.** Les taux d'intérêt sont des outils bancaires importants qui apportent des éclairages significatifs sur le comportement et la stratégie d'une banque. Les taux sont hétérogènes, ce qui indique que le comportement individuel des banques est très variable (graphique 11). Cette variabilité demande une analyse au niveau des établissements pour comprendre les raisons pour lesquelles certaines banques n'ont pas de meilleurs résultats sur le plan de l'intermédiation financière et du développement financier. Bien que cette évaluation préliminaire apporte d'intéressants éclairages, l'analyse exhaustive sera réalisée dans une phase

ultérieure de ces travaux en exploitant les données détaillées au niveau des établissements que les autorités doivent nous communiquer. Comme il est indiqué plus bas, cette analyse recensera les difficultés et les opportunités propres à chaque établissement, ce qui, à terme, permettra des interventions plus ciblées et plus efficaces pour améliorer l'efficacité et l'inclusivité du secteur financier mauritanien.



17. L'analyse permet d'établir d'importants faits stylisés concernant le secteur financier mauritanien :

- La forte efficacité du secteur financier ne se traduit pas par une progression des crédits octroyés et de l'inclusion financière.
- Le ratio crédit/PIB est trop faible. Le ratio crédit au secteur privé/PIB reste insuffisant, ce qui freine la croissance économique.
- Une plus forte concentration bancaire semble associée à un niveau plus élevé de crédit au secteur privé. Une plus forte concentration des actifs au sein de banques moins nombreuses est corrélée avec une augmentation du crédit au secteur privé.
- Des provisions plus élevées sont positivement corrélées avec une augmentation du crédit au secteur privé. Les banques dont les provisions pour créances douteuses sont plus élevées tendent à octroyer davantage de crédit au secteur privé.
- Un ratio d'adéquation des fonds propres plus élevé est associé à un ratio crédit/PIB plus élevé. Des banques bien capitalisées sont plus aptes à octroyer du crédit, ce qui contribue à la stabilité de l'économie et à la croissance.

- Les banques nationales — qui sont de probables indicateurs de substitution des banques familiales — affichent un écart entre intérêts débiteurs et intérêts créditeurs systématiquement plus élevé que les banques étrangères.
- À partir de ces faits stylisés, des recherches complémentaires comprenant une analyse économétrique seront entreprises (encadré 1) une fois que les autorités mauritaniennes auront communiqué les données au niveau des établissements bancaires.

Encadré 1. Mauritanie : Approche économétrique pour les recherches postérieures au document de la série des Questions générales

À partir des données de l'ensemble des banques mauritaniennes, l'étape suivante des recherches étudiera les principaux obstacles à l'intermédiation financière. Elle examinera les raisons pour lesquelles certaines banques sont réticentes à octroyer du crédit à un éventail plus large d'individus à des taux raisonnables. Cette analyse permettra de recommander des mesures de politique économique aux autorités en vue d'améliorer l'intermédiation financière et de soutenir le développement économique. Nous prévoyons d'utiliser la méthodologie de projection locale (*Local Projections*, LP) par panel établie par Jordà (2005) avec des observations spécifiques aux banques et des observations spécifiques au temps (c'est-à-dire au moment examiné). Cette approche permettra d'estimer les fonctions de réponse impulsionnelle à différents chocs. Le modèle de référence pour les projections locales peut être spécifié comme suit :

$$y_{i,t+h} = \alpha_i + \lambda_t + \beta Shock_{i,t} + \gamma X_{i,t} + \delta Z_t + \epsilon_{i,t+h}$$

Où : $y_{i,t+h}$ est la variable dépendante représentant les mesures de l'intermédiation financière (par exemple, marge d'intérêt nette, écart intérêts débiteurs–créditeurs, prêts réels) pour la banque i au moment $t+h$. α_i sont les effets fixes de la banque. λ_t sont les effets fixes temporels. $Shock_{i,t}$ représente les différents chocs (par exemple, ratio d'adéquation des fonds propres, prêts à des parties liées, concentration des actifs, provisions) au moment t . $X_{i,t}$ sont les variables de contrôle propres à la banque. Z_t sont les variables de contrôle macroéconomiques. $\epsilon_{i,t+h}$ est le terme d'erreur.

Cette méthode analysera les principaux freins à l'intermédiation financière en Mauritanie et évaluera l'effet de différents chocs sur les mesures de l'intermédiation financière. Elle recensera les principaux facteurs qui limitent l'intermédiation financière, permettra de comprendre les effets de différents chocs (ratio d'adéquation des fonds propres, prêts à des parties liées, concentration des actifs, provisions) sur différentes mesures du développement financier et en tirera des recommandations de politique économique.

Source : auteurs.

D. Conclusion

18. Du point de vue du développement du secteur financier, la Mauritanie bénéficierait d'un secteur bancaire consolidé, composé d'établissements plus solides et plus résilients. Des banques universelles moins nombreuses dotées de robustes cadres de provisionnement sont mieux équipées pour gérer les risques de crédit, ce qui accroît leur capacité à prêter à un éventail plus large d'acteurs du secteur privé. Cela peut conduire à une intermédiation et une inclusion financières améliorées, qui remédient aux lacunes actuelles du système bancaire mauritanien. Avec l'augmentation des provisions, qui signale une meilleure gestion des risques, les banques sont plus confiantes pour octroyer du crédit, ce qui contribue à terme à l'élévation du ratio crédit au secteur privé/PIB. Cela pourrait améliorer l'intermédiation financière, ce qui rendrait le crédit plus accessible et soutiendrait plus généralement la croissance économique.

19. Du point de vue des institutions, les institutions formant l'infrastructure financière doivent être renforcées et de nouvelles institutions doivent être établies. Un contrôle bancaire puissant et de solides systèmes d'information peuvent suivre et atténuer efficacement les pratiques de prêt entre parties liées entre les nombreuses banques familiales. Un nouveau registre du crédit peut fournir un profil de risque objectif et des informations sur la solvabilité des emprunteurs potentiels et existants à tous les établissements financiers, en les aidant à gérer le défi du manque de confiance qui limite l'entrée sur le marché et la croissance de nouveaux établissements potentiellement plus efficaces en matière d'intermédiation des fonds. Il améliorerait ainsi l'allocation des nouveaux crédits et favoriserait des services financiers compétitifs.

20. Une amélioration des pratiques de provisionnement et de l'adéquation des fonds propres peut atténuer les risques associés aux prêts entre parties liées et à la concentration des actifs, en exigeant des normes plus élevées de réserves pour absorber les pertes. Simultanément, il est essentiel de conforter les fonds propres des banques afin de renforcer leurs capacités de prêt. Cela implique des mesures réglementaires pour inciter les banques à conforter la structure de leurs fonds propres et fournir ainsi une base plus ferme pour l'augmentation des crédits octroyés et la résilience aux chocs financiers.

Bibliographie

- Burga and Céspedes (2021). "Bank Competition, Capital Misallocation, and Industry Concentration: Evidence from Peru".
- Carlson, Correia, and Luck. (February 2022). "The Effects of Banking Competition on Growth and Financial Stability: Evidence from the National Banking Era". *Journal of Political Economy*, 130 (2): 462-520
- Cull, Martinez Peria and Jeanne Verrier. March 2017 "Bank Ownership: Trends and Implications". IMF Working Paper.
- Farazi, S., Feyen, E., & Rocha, R. (2013). Bank Ownership and Performance in the Middle East and North Africa Region: What Explains the Low Intermediation Efficiency? *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 5620.
- Igan, Martinez Peria, Pierri and Presbitero (2021). "When They Go Low, We Go High? Measuring Bank Market Power in a Low-for-Long Environment". IMF Working Paper.
- IMF October 2023 Regional Economic Outlook – Middle East and Central Asia, Chapter 2: "From Setbacks to Comebacks: Reforms to Build Resilience and Prosperity"
- IMF October 2024 Regional Economic Outlook – Middle East and Central Asia, Chapter 3: "Strengthening Growth through Financial Development"
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- La Porta, R., Lopez-de -Silanes, F., Shleifer, A. and Vishny, R.W. 1997. "Legal determinants of external finance", *Journal of Finance*, 52, pp. 1131–1150.
- Lane, Philip R. and Gian Maria Milesi-Ferretti, 2018, "The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis," *IMF Economic Review* 66, 189-222.
- Levine, R., Loayza, N. and Beck, R. 2000. "Financial intermediation and growth: Causality and causes", *Journal of Monetary Economics*, 46, pp. 31–77.
- Love, I., Martinez Peria, M.S. and Singh, S. 2016. "Collateral registries for movable assets: Does their introduction spur firms' access to bank finance?", *Journal of Financial Services Research*, 49, pp.
- Sviryzdenka, K. (2016). "Introducing a New Broad-based Index of Financial Development." *IMF Working Papers*, 2016(005).
- World Bank (2022), « Diagnostic du Secteur Financier en Mauritanie » .